

Les crédits

d'investir dans nos universités si nous voulons répondre aux demandes du village planétaire, village qui pose des problèmes auxquels nous devons sérieusement réfléchir.

• (1520)

Il faut reconnaître que l'enseignement postsecondaire ouvrira les portes aux prochaines générations. Nous serons incapables de bâtir une société forte et prospère du point de vue financier, social et culturel si nous sommes incapables de comprendre le monde qui nous entoure. Grâce à l'enseignement postsecondaire, notre peuple est mieux en mesure de maîtriser sa destinée. En tant que nation, nous devons nous rendre compte que le savoir est synonyme de pouvoir et qu'il constitue un élément clé dont nous devons user si nous voulons conserver notre autonomie au chapitre des affaires internationales. Une population instruite saura relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Ce qui m'inquiète, c'est que nous ne faisons pas le nécessaire pour permettre au Canada de relever les défis qui se posent à lui. Devant la réalité que j'ai exposée tout à l'heure, le gouvernement réagit de la façon suivante: en dépit des avantages sociaux et économiques évidents que procure une population hautement instruite, il réduit les subventions à l'enseignement postsecondaire, ce qui crée à l'heure actuelle de graves difficultés financières pour les universités canadiennes.

En 1986, le gouvernement a fait adopter le projet de loi C-96, qui réduit le taux de croissance des transferts aux provinces de 2 p. 100 sur cinq ans, de 1986-1987 à 1990-1991. Le gouvernement économisera environ 5,7 milliards de dollars, dont 1,6 au titre de l'enseignement postsecondaire. Comme si ce n'était pas assez, voici qu'il réduira encore de 1 p. 100, à compter de 1990-1991, le taux de croissance des transferts aux provinces dans le cadre du financement des programmes établis.

Étant donné le libre-échange avec les Américains et la nécessité de soutenir la concurrence sur le marché mondial, nous devons d'autant plus veiller à l'instruction de notre population active et à la compétitivité de notre économie. Tout cela intervient à un moment où les inscriptions dans les établissements d'enseignement postsecondaire sont à leur maximum.

Dans un avenir rapproché, près de la moitié des nouveaux emplois exigeront plus de cinq ans d'instruction et d'expérience en sus de l'école secondaire. La réduction du financement de l'enseignement postsecondaire compromettra gravement sa qualité et son accessibilité. Si le gouvernement n'augmente pas son appui à l'enseignement postsecondaire et ne se dote pas d'une stratégie en matière d'éducation postsecondaire et de formation, notre jeunesse ne sera pas en mesure de relever les défis qui l'attendent. Au lieu de nous tailler une place sur les

marchés internationaux, nous nous laisserons distancer par des concurrents comme les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon.

A cause du manque d'organisation et d'orientation dont le gouvernement conservateur a fait preuve lorsqu'il a tenté de régler la crise du déficit, c'est notre jeunesse qui écope. Tout le monde est conscient des conséquences budgétaires du déficit. Tout le monde constate également que le gouvernement n'a pas de solutions à proposer. Dorénavant, l'accès de nos universités pourrait être en péril.

En terminant, j'aimerais demander au gouvernement de tenir immédiatement les promesses qu'il a faites de fournir une aide accrue à l'enseignement postsecondaire, à la recherche et au développement ainsi qu'aux programmes de formation et de perfectionnement qui pourraient servir de pierre angulaire à une société canadienne forte et concurrentielle. Je tiens à rendre aux jeunes Canadiens les rêves de leurs pères, les rêves et les objectifs qui les avaient poussés à immigrer chez nous et à construire ce pays, des rêves de liberté, de dignité, de perfectionnement et, vraisemblablement, le plus grand rêve de tous, celui de l'égalité et de l'accessibilité. Des chances égales d'apprendre, de travailler et de réussir.

J'exhorte donc le gouvernement et mes collègues à reconnaître l'importance de cette question. Nous ne saurions atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés à moins d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes, et de bien comprendre l'importance de l'enseignement postsecondaire.

Le Canada est un pays plein de ressources, mais ce sont surtout ses citoyens, ses jeunes surtout, qui constituent sa plus grande ressource. Le moment est venu de faire de l'enseignement notre principale priorité. Nous ne pouvons pas nous permettre d'entraver la marche des jeunes Canadiens vers un avenir meilleur.

[Français]

Mme Duplessis: Madame la Présidente, je voudrais féliciter le député de York-Nord (M. Bevilacqua) pour sa participation au débat, et je voudrais lui rappeler que ce n'est pas seulement une question d'argent, parce qu'il a beaucoup insisté sur le fait que les transferts avaient été réduits. Mais en ce qui touche mon ministère, soit le ministère des Sciences et de la Technologie, je pense que nous avons fait beaucoup. Tout à l'heure, sa collègue disait que l'on devait changer. A mon avis, j'estime que le changement est commencé, puisque le ministre des Sciences et de la Technologie, ainsi que tous les autres ministres des Sciences et de la Technologie à la grandeur du pays ont signé une politique afin de former tous les jeunes à travers le pays, afin que, dans toutes les provinces, les jeunes aient la même chance, que tous les Canadiens aient la même chance de pouvoir accéder à des